



ÉCONOMIE & ENTREPRISE

Les faillites refluent enfin dans les grosses PME

Sur l'ensemble des entreprises, le nombre de défaillances s'est tassé de 0,8 % en 2014

Enfin une bonne nouvelle sur le front économique en France : les faillites refluent. Surtout parmi les PME et les petits groupes.

Des chaussures Bata à l'Encyclopædia Universalis en passant par la compagnie maritime SNCM, plusieurs noms connus ont encore dû passer devant le tribunal de commerce ces derniers mois. Mais la décrue paraît nettement amorcée. Seules 452 entreprises de plus de 50 salariés ont déposé leur bilan ou été placées en procédure de sauvegarde en 2014, selon le baromètre publié vendredi 23 janvier par le cabinet Altares à partir des données des greffes. C'est 20 % de moins que l'année précédente, et le nombre le plus faible enregistré depuis 2007, la dernière belle année avant le début de la crise. La baisse atteint 25 % sur le seul quatrième trimestre.

« *La situation de l'ensemble des PME s'améliore sensiblement* », commente Thierry Millon, le directeur des études d'Altares. Le mouvement est également sensible pour les entreprises de 10 à 50 salariés, même s'il est moins marqué. Au total, moins de 4 600 PME ont déposé leur bilan en 2014, le plus bas niveau depuis 2008. « *Les trésoreries restent inconfortables et les carnets de commandes modestement garnis, mais dans les PME, la prudence a désormais pris le pas sur l'inquiétude*, assure M. Millon. *L'heure n'est plus à la gestion de crise mais à la reconquête des affaires en dépit d'une croissance fragile.* »

Grâce à cette embellie parmi les poids moyens de l'économie, le

nombre global de défaillances s'est tassé de 5 % au quatrième trimestre, et de 0,8 % sur l'ensemble de l'année. Quant aux emplois menacés par les faillites, ils se sont limités à 244 400, soit 9 % de moins en un an.

Difficile de crier victoire pour autant. Malgré le rayon de soleil de fin d'année, le nombre d'entreprises en difficulté reste considérable : 62 586 en 2014, contre 45 000 à 50 000 par an avant la crise de 2008-2009. La France est un des pays au monde où les faillites restent les plus nombreuses, alors qu'elles ont déjà nettement diminué en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Espagne, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis, etc.

La grande vague noire se retire

Surtout, si la grande vague noire qui avait submergé les PME semble se retirer, les entreprises plus petites restent, elles, en situation extrêmement délicate. En particulier celles qui ne comptent qu'un ou deux salariés. Petits cafés, coiffeurs, salons de beauté, etc. : les dépôts de bilan de ces entreprises de proximité, très nombreux, ont bondi de 18 % en un an, et ne donnent aucun signe de répit.

En outre, il n'est pas certain que la baisse du dernier trimestre annonce un retournement durable. « *Un point d'inflexion est en train d'être atteint* », veut croire Altares. Plusieurs facteurs devraient en effet donner un peu d'oxygène aux entreprises ces prochains mois. La chute spectaculaire du prix du pétrole et des carburants bénéficie directement à des filières très consommatrices comme la chi-

mie et les transports. Dans l'hypothèse d'un cours moyen du baril de Brent à 52 dollars, la France économiserait 17 milliards d'euros en 2015, selon les calculs de l'institut Coe-Rexecode.

La baisse de l'euro, tombé jeudi à son plus bas niveau depuis onze ans face au dollar, améliore aussi la compétitivité des entreprises – du moins à celles qui exportent hors de la zone euro. Enfin, les taux d'intérêt très bas apportent des marges de manœuvre financières.

« On est au début des ennuis »

Yves Poinot, lui, se montre beaucoup plus pessimiste. « *On est au début des ennuis, pas à la fin !*, affirme le patron pour la France d'Atradius, un des trois grands assureurs crédit mondiaux avec Euler Hermes et Coface. *Depuis avril 2014, les déclarations d'impayés par nos clients ne cessent d'augmenter, les trésoreries se tendent, et je ne vois pas pourquoi cela s'arrêterait.* »

A ses yeux, le plongeon des matières premières, la baisse de l'euro et celle des taux d'intérêt sont certes positifs. Mais ils profitent surtout aux grandes entreprises, aux stars du CAC à même de capter la croissance à l'étranger. Beaucoup moins au tissu des PME. « *Surtout, cela ne compense pas tout le reste.* » Et d'égrener les points noirs qui empêchent une vraie sortie de crise : le chômage en hausse freine la consommation des ménages, les entreprises renâclent à investir faute de marché, une nouvelle dégradation s'annonce dans le bâtiment et les



travaux publics... Sans compter l'augmentation des coûts salariaux qui « pince les marges, plus encore en France qu'ailleurs », soulignait l'agence Standard & Poor's, le 14 janvier. Les taux d'intérêt sont certes très bas, mais sans perspective ni confiance en la suite, pourquoi les entreprises en profiteraient-elles ?

« L'amélioration ? Je n'en vois aucune pour le moment, au contraire », appuie Cédric Colaert, dont le cabinet de conseil **Eight Advisory** a suivi 150 dossiers d'entreprises en difficulté en 2014. « Les grosses PME les plus fragiles sont déjà tombées, ajoute-t-il. Maintenant, c'est au tour de sociétés plus petites. » Passée la trêve des fêtes, les dépôts de bilan ont d'ailleurs repris en janvier avec plusieurs dossiers sensibles, comme les abattoirs normands AIM ou la petite compagnie Air Méditerranée. ■

DENIS COSNARD

L'activité au point mort

Aucun signe net de redémarrage économique n'est perceptible en France. L'activité dans le secteur privé s'est une nouvelle fois légèrement contractée en France en janvier, selon les estimations des indices Markit, publiées vendredi 23 janvier. L'indice PMI, qui combine l'industrie et les services, s'inscrit à 49,5, après 49,7 en décembre, restant sous la barre de 50 séparant les zones de contraction et d'expansion de l'activité.

Selon les données publiées simultanément par l'Insee, le climat des affaires est resté stable en France en janvier. L'indicateur global est ressorti à 94 comme en décembre et en novembre et reste nettement en deçà de sa moyenne de long terme, qui se situe à 100.

**Malgré le rayon
de soleil
de fin d'année,
le nombre
d'entreprises en
difficulté reste
considérable :
62 586**

+17,5

C'est, en pourcentage, la hausse des dépôts de bilan en 2014 en Alsace, la région la plus mal orientée en la matière, selon Altares. Avec 1 878 liquidations et redressements judiciaires, dont ceux de Caddie, des meubles Rapp et des magasins Coop d'Alsace, la région signe un nouveau record de défaillances, supérieur donc à celui de 2009. S'y ajoute une petite soixantaine de sauvegardes, là encore un record.



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Le fabricant d'autobus Carrier, à Alençon (Orne), une des faillites de 2014. JEAN-FRANCOIS MONIER/AFP